



CONTRE L'AUSTERITE, GREVE ET MANIFESTATIONS DANS LE COMMERCE ET LES SERVICES LE 18 MARS !

Le 27 février 2014

A tous les salariés du commerce et des services qui subissent :

- le gel des salaires au nom de la crise,
- des salaires maintenus en dessous de 1,6 fois le SMIC pour permettre aux patrons de bénéficier d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires,
- l'augmentation des mutuelles consécutive au désengagement de la Sécurité Sociale du fait des exonérations des cotisations patronales et, désormais, l'imposition sur la part patronale avec un effet rétroactif sur les impôts 2013,
- les temps partiels imposés, au nom de plus de flexibilité pour les entreprises, qui conduisent à des salaires en dessous du seuil de pauvreté,
- le travail du dimanche et le travail de nuit qui impactent la santé et la vie privée et qui engendrent des destructions d'emplois, la dégradation des conditions de travail, le gel de salaire ainsi que l'augmentation des temps partiels subis,
- les restructurations pour augmenter les revenus des actionnaires et des patrons,
- les discriminations, notamment en raison du sexe et de l'action syndicale,
- le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée des cotisations, d'autant plus préjudiciable que les entreprises du commerce ne gardent pas les seniors... C'est le régime de l'assurance chômage qui supporte le poids de cette politique !

Il est temps de dire STOP à l'austérité, d'obtenir des augmentations générales de salaire, des embauches en CDI à temps plein, d'avoir deux jours de repos consécutifs, de mettre à plat et d'évaluer les exonérations patronales qui n'ont aucun effet sur l'emploi et tirent les salaires vers le bas, de rétablir la retraite à 60 ans et de nous rendre notre Sécurité Sociale de 1945.

Pour toutes ces raisons, la Fédération CGT Commerce Distribution Services, la Section Commerce de la FEC FO et le Syndicat SUD Commerces & Services appellent l'ensemble des salariés du commerce et des services à la mobilisation, à se mettre en grève et à manifester le 18 mars, tant sur leur lieu de travail que dans les territoires.